



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Arrêté préfectoral portant autorisation environnementale, au titre de l'article L.181-1 et suivants du code de l'environnement, du projet de création d'une unité de traitement d'eau potable et de prises d'eau en Garonne et en Arize sur la commune de Carbonne.

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la directive-cadre européenne 2000/60/DCE du 23 octobre 2000, établissant un cadre en faveur d'une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Vu le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code forestier et notamment les articles L 341-1 et suivants relatifs aux autorisations de défrichement et aux compensations pouvant subordonner les dites autorisations ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du Bassin Adour-Garonne approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique les périmètres de protection autour de la ressource en eau située à proximité du captage d'eau potable ;

Considérant la demande d'autorisation environnementale, présentée par le syndicat mixte départemental de l'eau et de l'assainissement d'Ariège (SMDEA 09), dans le cadre du projet de création d'une unité de traitement d'eau potable et de prises d'eau en Garonne et en Arize sur la commune de Carbonne, déposée le 05 novembre 2019 ;

Considérant l'avis favorable assorti d'observations de la délégation départementale de l'Agence régionale de santé Occitanie en date du 10 septembre 2020 ;

Considérant l'avis assorti de recommandations de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) en date du 18 février 2021 ;

Considérant que le SMDEA 09 a répondu aux réserves émises par l'ARS Occitanie, l'Unité inter-départementale de la DREAL, la DDT police de l'eau, la DDT pôle forêt, chasse et milieux naturels et la chambre d'agriculture de la Haute-Garonne ;

Considérant les consultations réglementaires ;

Considérant les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 17 mai au 18 juin 2021 ;

Considérant le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 17 juillet 2021 ;

Considérant l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Haute-Garonne dans sa séance du 21 octobre 2021 ;

Considérant que la création d'une nouvelle unité de production d'eau potable à Carbonne est imposée par un besoin croissant dû à l'augmentation de la population, les capacités de l'actuelle usine étant jugées trop faibles pour assurer une distribution suffisante aux habitants à l'avenir ;

Considérant dès lors que ce projet correspond à des raisons impératives d'intérêt public majeur ;

Considérant après étude des contraintes environnementales (sensibilité écologique) et techniques qu'il n'existe pas de solution alternative plus satisfaisante au projet ;

Considérant les mesures pour éviter, réduire et compenser les impacts environnementaux du projet, reprises et complétées aux articles et annexes suivants ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que le présent projet d'arrêté a été porté à la connaissance du pétitionnaire, et que le SMDEA 09 a répondu favorablement au présent projet d'arrêté préfectoral ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Titre I : Objet de l'autorisation

Art. 1^{er}. – Bénéficiaire de l'autorisation

Le syndicat mixte départemental de l'eau et de l'assainissement d'Ariège (SMDEA 09), est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 2 ci-dessous, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté, et est dénommé ci-après « le bénéficiaire ».

Art. 2. – Objet de l'autorisation

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- d'autorisation « loi sur l'eau » au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement ;
- d'autorisation de défrichement ;
- de récépissé de déclaration « installations classées pour la protection de l'environnement » en application des articles L. 512-8 et suivants et R. 512-47 et suivants du code de l'environnement pour l'installation de stockage et d'emploi du chlore.

Le projet du SMDEA 09 vise à construire et exploiter une nouvelle usine d'eau potable dont la capacité de production maximale est de 700m³/h, contre 300m³/h actuellement.

Art. 3. – Caractéristiques

Les ouvrages consécutifs de ces aménagements entrent dans la nomenclature des opérations soumises à autorisation et à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement et sont concernés par les rubriques suivantes de la nomenclature annexées à l'article R. 214-1 du même code :

Rubriques	Intitulé	Projet	Régime
Prélèvements			
1.3.1.0	<p>A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Capacité supérieure ou égale à 8 m³/h⊕A 2. Dans les autres cas⊕D 	<p>La commune de Carbonne est située en Zone de Répartition des Eaux (ZRE)</p> <p>En phase travaux ;</p> <p>Pompage temporaire de rabattement de nappe avec un débit maximum de 50 m³/h</p> <p>En phase d'exploitation ;</p> <p>Pompage de 770 m³/h dans la Garonne</p> <p>X : 555 768 m Y : 6 245 065 m Altitude : 191 m</p> <p>Exceptionnellement pompage en secours dans l'Arize (avec compensation par la retenue de Filheit) pour une durée maximale de 15 jours et 231 000 m³ X : 555 722 m Y : 6 244 684 m Altitude : 191 m</p>	Autorisation
Rejets			
2.1.5.0	<p>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 20 ha⊕A 2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha⊕D 	<p>Superficie totale des parcelles cadastrales occupées et du bassin versant intercepté par le projet : 15130 m²</p>	Déclaration

2.2.3.0	<p>Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0, 2.1.1.0, 2.1.2.0 et 2.1.5.0 :</p> <p>1. Le flux total de pollution brute étant : a) Supérieur ou égal au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent A b) Compris entre les niveaux de référence R1 et R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent D</p> <p>2. Le produit de la concentration maximale d'Escherichia coli, par le débit moyen journalier du rejet situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de culture marine, d'une prise d'eau potable ou d'une zone de baignade, au sens des articles D. 1332-1 et D. 1332-16 du code de la santé publique, étant : a) Supérieur ou égal à 10¹¹ E coli/j A b) Compris entre 10¹⁰ à 10¹¹ E coli/j D</p>	Les flux rejetés sont inférieurs au niveau R2	Déclaration
Impacts sur le milieu aquatique ou sur la sécurité publique			
3.1.5.0	<p>Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, « ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet » :</p> <p>1. Destruction de plus de 200 m² de frayères A 2. Dans les autres cas D</p>	Destruction estimée supérieure à 200m ²	Autorisation

L'installation de stockage et d'emploi du chlore entre dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement constituée par la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement et est concernée par la rubrique suivante:

Rubrique	Intitulé	Caractéristique	Régime
4710-2	<p>Chlore (numéro CAS 7782-50-5) : La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 500 kg A 2. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 500 kg D</p>	La quantité totale de chlore susceptible d'être présente est de 392 kg (8 bouteilles de chlore de 49 kg)	Déclaration

Art. 4. – Traitement des eaux sales

Le traitement des eaux sales issues du traitement de l'eau (purge de décantation et lavage des filtres) comporte les étapes de traitement suivantes :

- Stockage dans une bache d'eaux sales,
- Épaississement statique des boues dans un ouvrage hersé et stockage des boues épaissies,
- Déshydratation des boues épaissies par centrifugeuse.

Ces équipements permettent d'atteindre une siccité supérieure à 22 % amenée à 30% à la chaux.

Les boues ainsi produites sont valorisées en compostage ou évacuées vers un centre d'enfouissement technique si leur qualité est jugée médiocre.

Titre II : Dispositions générales communes

Art. 5. – Conformité du dossier de demande d'autorisation environnementale et modification

Les ouvrages sont situés, installés et réalisés conformément aux plans et descriptifs du dossier de demande d'autorisation, sans préjudice des dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires éventuellement nécessaires et des réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le bénéficiaire à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 du code de l'environnement.

Art. 6. – Durée de l'autorisation

Cette autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État, conformément aux dispositions de l'article L. 181-22 du code de l'environnement.

Elle est accordée pour une durée de 20 ans à compter de la signature du présent arrêté et à l'intérieur du périmètre défini en annexe 1.

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'autorisation cesse de produire effet, si l'installation n'a pas été mise en service, si l'ouvrage n'a pas été construit, si les travaux n'ont pas été exécutés, si l'activité n'a pas été exercée dans un délai de cinq ans à compter de la signature du présent arrêté, ou enfin, si les travaux de réalisation de l'usine de traitement d'eau potable étaient interrompus sur une durée minimale de deux ans.

La prorogation de ce délai peut être accordée sous réserve que le pétitionnaire en fasse la demande au maximum six mois avant l'échéance, en la motivant et l'accompagnant d'un mémoire justifiant si nécessaire les modifications prévues.

Si le bénéficiaire de l'autorisation désire en obtenir le renouvellement, il doit en faire la demande au préfet, dans un délai de 6 mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation. La demande comporte les pièces prévues par l'article L. 181-49 du code de l'environnement.

Art. 7. – Déclaration des incidents ou accidents

Le bénéficiaire est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, au préfet, les accidents ou incidents survenus du fait des travaux et aménagements réalisés qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L. 181-3 et L. 181-4 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le bénéficiaire doit prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité des installations, ouvrages ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Art. 8. – Cessation et remise en état des lieux

Le maître d'ouvrage doit tenir informé le service environnement eau et forêt de la direction départementale des territoires (DDT) de la Haute-Garonne et le service biodiversité de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie, instructeurs du présent dossier, de l'achèvement des travaux afin de faire procéder à leur récolement.

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans l'autorisation d'un ouvrage ou d'une installation, fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif.

En cas de cessation définitive, l'exploitant, ou, à défaut, le propriétaire remet le site dans un état tel qu'aucune atteinte ne puisse être portée aux intérêts protégés mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. Le préfet peut à tout moment lui imposer des prescriptions pour la remise en état du site.

La déclaration d'arrêt d'exploitation de plus de deux ans est accompagnée d'une note expliquant les raisons de cet arrêt et la date prévisionnelle de reprise de cette exploitation. Le préfet peut émettre toutes prescriptions conservatoires afin de protéger les intérêts énoncés à l'article L. 181-3 susmentionnés pendant cette période d'arrêt. Si l'exploitation n'est pas reprise à la date prévisionnelle déclarée, le préfet peut, l'exploitant ou le propriétaire entendu, considérer l'exploitation comme définitivement arrêtée et fixer les prescriptions relatives à l'arrêt définitif de cette exploitation et à la remise en état du site.

Art. 9. – Prescriptions complémentaires

L'administration se réserve le droit de fixer ultérieurement toutes nouvelles prescriptions que le fonctionnement ou la transformation de cet ouvrage rendrait nécessaire dans l'intérêt de la santé, de la sécurité et de la salubrité publiques, de l'alimentation en eau potable de la population, de la conservation et du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations, la qualité ou la diversité du milieu aquatiques, sans que le bénéficiaire puisse prétendre à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

Le maître d'ouvrage ne peut prétendre à aucune indemnité ou dédommagement si l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui le privent, d'une manière temporaire ou définitive, de tout ou partie des avantages résultant de la présente autorisation.

Art.10. – Accès aux installations et exercice des missions de police

Les agents en charge de mission de contrôle au titre du code de l'environnement ont libre accès aux activités, installations, ouvrages ou travaux relevant de la présente autorisation dans les conditions fixées par l'article L. 181-16 du code de l'environnement.

Ils peuvent demander la communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté. Par ailleurs, si nécessaire, le bénéficiaire met à disposition des agents chargés d'une mission de contrôle les moyens de transport permettant d'accéder aux secteurs de travaux et il procède, sur réquisition des agents de contrôle et à ses frais, à toutes les mesures et vérifications utiles pour constater l'exécution de la présente autorisation.

Le non-respect du présent arrêté est puni des sanctions définies dans le code de l'environnement.

Art. 11. – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 12. – Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

Titre III – Prescriptions techniques communes

Art. 13. – Début et fin des travaux – mise en service

Le bénéficiaire informe au moins quinze jours à l'avance le service environnement, eau et forêt de la direction départementale des territoires (DDT) de la Haute-Garonne et le service biodiversité de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie, instructeurs du présent dossier, du démarrage des travaux, ainsi que de la reprise du chantier en cas d'arrêt provisoire ou de réalisation en plusieurs phases, et de la date de mise en service de l'installation.

Le bénéficiaire ne peut réaliser les travaux en dehors de la période autorisée sans en avoir préalablement informé le préfet qui statue dans les conditions fixées aux articles L. 181-14 et R. 181-45 et R. 181-46 du code de l'environnement.

Titre IV – Prescriptions particulières relatives à l'autorisation au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques

Art. 14. – Autorisation de rejet

L'exploitant de l'usine de production d'eau potable de Carbonne est autorisé à déverser dans la Garonne les eaux claires issues du traitement respectant les conditions de rejet suivantes :

- flux maximal de DBO5 admissible : 60 kg/jour - concentration maximale admissible : 40 mg/l ;
- flux maximal de DCO admissible : 120 kg/jour - concentration maximale admissible : 85 mg/l ;
- flux maximal Azote total : 12 kg/jour - concentration maximale admissible : 8 mg/l ;
- flux maximal de matières en suspension admissible (MES) : 90 kg/jour - concentration maximale admissible 65 mg/l ;
- flux maximal Matières inhibitrices : 100 équitox/j ;
- flux maximal Phosphore total : 3 kg/j - concentration maximale admissible : 2 mg/l ;
- flux maximal AOX : 25 g/j ;
- flux maximal Métox : 125 g/j ;
- flux maximal Hydrocarbures 500 g/j ;

Les rejets traités issus de l'épaisseur sont renvoyés en Garonne via la canalisation de rejet à un point situé en aval du prélèvement au niveau de la confluence Arize Garonne.

Le volume maximal rejeté représente 1 400 m3/j.

Art. 15. – Prélèvements en eau

L'installation de pompage doit être équipée d'un compteur volumétrique. Le choix et les conditions de montage du compteur doivent permettre de garantir la précision des volumes mesurés.

Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Le bénéficiaire de l'autorisation consigne sur un registre ou cahier, les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement ci-après :

- les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile ;
- les incidents survenus au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs caractéristiques ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Art.16.- Travaux en rivière

Avant le début des travaux le pétitionnaire doit fournir un dossier à porter à connaissance aux services de l'État pour validation formelle, reprenant les éléments suivants :

- La localisation des travaux et des installations de chantier ;
- Les moyens techniques mis en œuvre pour limiter les risques de pollution accidentelle et de destruction des milieux aquatiques ;
- Le planning détaillé des travaux en cours d'eau.

Sur les zones de frayères à poissons dans le lit mineur d'un cours d'eau, la modification définitive du substrat initial, c'est-à-dire le remplacement par un matériau différent ou l'enlèvement total du substrat, doit être évitée.

La Garonne étant concernée par un arrêté protection de biotope, l'organisation d'un conseil de gestion biotope sur site est à prévoir avant le début des travaux.

Art. 17.- Zones humides :

Toutes les zones humides identifiées doivent être mises en défens.

- Les emprises d'implantation dans les zones humides identifiées de la canalisation d'exhaure en Garonne et de la canalisation de rejet en Garonne doivent clairement être délimitées sur le site (à l'aide de rubalise par exemple) et doivent être strictement limitées à la nécessité des travaux. La surface cumulée de ces emprises en zones humides ne doit pas être supérieure à 750 m².
- Les matériaux et les engins de chantier doivent être stockés et stationnés en dehors des zones humides identifiées ainsi mises en défens.
- Des bouchons d'argile doivent être placés dans la tranchée de la canalisation d'exhaure en Arize avant remblaiement pour éviter que les écoulements supérieurs ne soient interceptés par la tranchée et le sable de pose. Ainsi, les écoulements supérieurs sont bloqués par les bouchons argileux et restitués à l'arrière de la tranchée vers la zone humide.
- Les travaux à l'intérieur des zones humides identifiées, c'est-à-dire les travaux de canalisation d'exhaure et de rejet, doivent avoir lieu uniquement en septembre et octobre, périodes de moindre sensibilité de ces zones humides (sols moins sensibles au tassement notamment).

Titre V – Prescriptions particulières relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Art. 18. – L'installation de stockage et d'emploi du chlore soumise à déclaration sous la rubrique n° 4710, tel que fixé à l'article 3 Titre I du présent arrêté, est implantée, conçue, aménagée et exploitée conformément aux dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710.

Art. 19. – L'installation de stockage et d'emploi du chlore soumise à déclaration sous la rubrique n° 4710, tel que fixé à l'article 3 Titre I du présent arrêté, est soumise à contrôle périodique tel que fixé à l'article L. 512-11 et aux articles R. 512-55 à R. 512-66 du code de l'environnement.

Titre VI – Dispositions finales

Art. 20. – Publication et information des tiers

En application de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, cet arrêté est mis en ligne sur le site Internet des services de l'État en Haute-Garonne durant quatre mois au minimum.

Une copie est déposée et tenue à la disposition du public dans les lieux suivants :

- au siège du SMDEA 09, rue Bicentenaire, 09000 Saint-Paul-de-Jarrat ;
- à la mairie de Carbonne, place Jules Ferry, 31390 Carbonne ;
- à la mairie de Rieux-Volvestre, 7 place Lastic, 31310 Rieux-Volvestre.

Une copie du présent arrêté est également adressée aux mairies des communes susvisées pour affichage pendant une durée minimale égale à un mois de manière visible de l'extérieur. Cette formalité est justifiée par un certificat établi par le maire.

Enfin, il est adressé, pour information, aux conseils municipaux des communes concernées.

Art. 21. – Voies et délais de recours

Tout recours à l'encontre du présent arrêté peut être porté devant le tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> conformément aux dispositions des articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative.:

- par le bénéficiaire de l'autorisation, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie,
 - b) la publication de la décision sur le site Internet des services de l'État en Haute-Garonne.

L'arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessus. Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu informé d'un tel recours.

Sans préjudice des délais et voies de recours susmentionnés, les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Art. 22. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne, le commandant de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne, le chef du service départemental de Haute-Garonne de l'Office français de la biodiversité, les maires des communes de Carbonne et Rieux-Volvestre ont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au directeur du SMDEA 09.

Fait à Toulouse, le 15 NOV. 2021

Pour le Préfet
et par son
Le Secrétaire Général

DAVID BLAGNON

